

2018-05-14 Jugement TI Lille - PACIFICA (Honoraire yc  
suivi) - nom caché

mardi 29 mai 2018 17:14



2018-05-14 Jugement TI Lille - PACIFICA (Honoraire yc s...

TRIBUNAL D'INSTANCE  
DE LILLE  
Immeuble "Halle aux  
Sucres"  
33 Avenue du Peuple Belge  
59021 LILLE Cedex

☎ : 03 61 05 40 00

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS  
EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL  
D'INSTANCE DE LILLE

RG N° 17-001612

Minute : M 148/18

## JUGEMENT

Du : Lundi 14 Mai 2018

C/

PACIFICA

## JUGEMENT

### DEMANDEURS :

M. [REDACTED]  
représentée par Me DUMETZ Stéphanie, avocat du barreau de LILLE

### DEFENDEURS :

SOC PACIFICA 8 BD DE VAUGIRARD, 75724 PARIS, représentée par Me  
[REDACTED] avocat du barreau de PARIS

### COMPOSITION DU TRIBUNAL :

Président : Thomas BIGOT  
Greffier : Deniz AGANOGLU

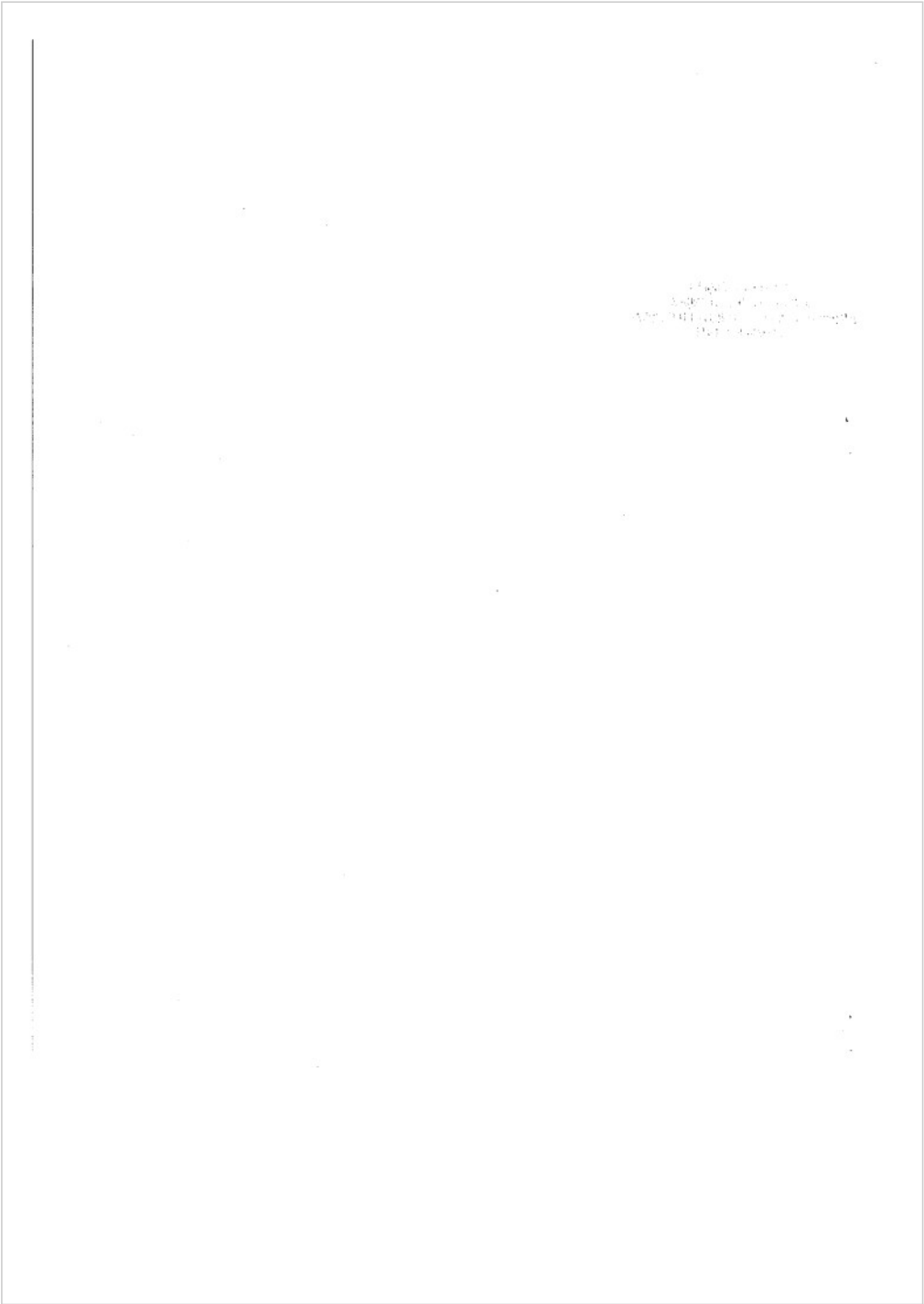
DEBATS : Audience publique du : 19 mars 2018

### JUGEMENT :

contradictoire, en premier ressort, rendu le 14 Mai 2018, par Thomas BIGOT,  
Président, assisté de Deniz AGANOGLU, Greffier, par mise à disposition au greffe,  
les parties ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au 2ème  
alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

Copie exécutoire délivrée le :

à :



RG : 17/1612 PAGE 2

**EXPOSE DU LITIGE**

Le 7 septembre 2016, un accident de la circulation est survenu sur la commune de Sainghin en Weppes, entre un véhicule conduit par Madame [REDACTED], assurée auprès de la société XENASSUR, et un véhicule conduit par Monsieur Didier LEFEBVRE, assuré auprès de la société PACIFICA.

Madame [REDACTED] a exercé un recours direct à l'encontre de la société PACIFICA afin d'obtenir la réparation du préjudice subi.

Selon rapport en date du 10 septembre 2016, le Cabinet PECQUEUR, mandaté par Madame [REDACTED], et selon rapport en date du 24 octobre 2016, le cabinet BCA, mandaté par la société PACIFICA, ont évalué le montant des réparations à la somme de 1613,73 € et la valeur de remplacement du véhicule à dire d'expert (VRADE) à la somme de 900 €.

Par courrier et chèque du 25 janvier 2017, la société PACIFICA a émis une offre indemnitaire d'un total de 1 051,00 € comprenant les sommes de 900,00 € de valeur à dire d'expert du véhicule endommagé, 70,00 € de frais liés à 2 jours d'immobilisation et 81,00 € d'honoraires d'expertises.

Madame [REDACTED] a encaissé le chèque mais a fait valoir qu'elle estimait que son préjudice n'avait pas été intégralement réparé par cette offre.

Par acte d'huissier en date du 24 avril 2017, Madame [REDACTED] a fait assigner la société PACIFICA devant le tribunal d'instance de Lille aux fins de :

- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 1 075,08 € au titre des frais d'expertises et des frais liés au suivi des réparations engendrées dans le cadre d'une procédure VEI, avec intérêts au taux légal à compter du 2 novembre 2016,
- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 70,00 € au titre des frais d'immobilisation,
- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 1 360,00 € au titre du trouble de jouissance,
- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 1 600,00 € à titre de résistance abusive,
- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 1 179,23 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile,
- condamner la défenderesse aux entiers dépens.

RG : 17/1612 PAGE 3

Après plusieurs renvois à la demande de l'une ou l'autre des parties, l'affaire a été utilement plaidée à l'audience du 19 mars 2018.

Madame [REDACTED], représentée par son conseil, a sollicité de :

- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 472,64 € au titre des frais d'expertises, avec intérêts au taux légal à compter du 2 novembre 2016,
- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 325,15 € au titre des frais liés au suivi des réparations engendrés dans le cadre d'une procédure VEI d'expertises avec intérêts au taux légal à compter du 2 novembre 2016,
- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 1 360,00 € au titre du trouble de jouissance,
- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 2500,00 € à titre de résistance abusive,
- condamner la défenderesse à lui payer la somme de 1 179,23 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile,
- condamner la défenderesse aux entiers dépens.

A l'appui de ses prétentions, elle expose, au visa des articles L.124-3 du code des assurances, L. 327-1 du code de la route et 1240 du code civil, que :

- son action directe contre la société PACIFICA est recevable, la responsabilité totale du conducteur [REDACTED] n'étant pas contestée ;
- la VRADE (900 €) et les frais d'immobilisation (70 €) ont été indemnisés par la société PACIFICA ;
- les frais d'expertise, conséquence directe de l'accident dont M. [REDACTED] n'est pas responsable se chiffrent à 553,64 € mais la société PACIFICA les a indemnisés à hauteur de 81,00 € seulement représentant 9% de la valeur résiduelle à dire d'expert (VRADE) en application du barème de l'union professionnelle des experts en matière industrielle et commerciale (UPEMIC), alors que ce barème est inapplicable en l'espèce car d'une part, inopposable aux parties non syndiquées auprès de cet organisme, et d'autre part, relatif aux seules évaluations de biens mobiliers et matériels industriels et commerciaux à l'exclusion des véhicules ; ainsi, déduction faite des 81 € déjà indemnisés, la défenderesse reste à devoir la somme de 472,64 € au titre des frais d'expertise ;
- le libre choix de l'expert appartient au propriétaire du véhicule accidenté ;
  - les frais de suivi de réparations par un expert dans le cadre de la procédure VEI est imposé par la loi et n'a pas à être supporté par M. [REDACTED] non responsable de l'accident ;

RG : 17/1612 PAGE 4

- Madame [REDACTED] n'a pu correctement utiliser son véhicule endommagé que le 26 janvier 2017, date de réception de l'indemnisation partielle soit après 136 jours, qu'il convient d'indemniser à hauteur de 10 € par jour au titre du trouble de jouissance, déduction faite des 2 jours déjà indemnisés, soit 1 360 € ;  
 - la société PACIFICA a fait preuve de résistance abusive dans l'indemnisation du préjudice et a commis une faute en se rapprochant de l'assureur de Madame [REDACTED] sans en avertir celle-ci.

La société PACIFICA, représentée par son conseil, a demandé au tribunal de :

- constater que par lettre-chèque du 25 janvier 2017, la compagnie a réglé à Madame [REDACTED] la somme de 1050 € au titre des indemnités suivantes :
  - valeur à dire d'expert à hauteur de 900 €,
  - frais liés à l'immobilisation 2 jours à 35 € soit 70 €,
  - honoraires d'expertises selon barème UPEMEIC de 9% de la VRADE soit 81 €,
- fixer l'indemnisation du préjudice subi par Madame [REDACTED] à 900 € de préjudice matériel, 81 € de frais d'expertise, 70 € de frais d'immobilisation et la débouter des troubles de jouissance;
- dire et juger que les indemnités allouées à Madame [REDACTED] le seront en deniers ou quittances, provisions non déduites ;
- rejeter le surplus des demandes et prétentions présentées par Madame [REDACTED] ;
- ramener à de plus justes proportions la demande au titre des frais irrépétibles et statuer ce que de droit sur les dépens.

Elle fait valoir, au visa des articles L. 327-1 du code de la route et L. 211-9 du code des assurances, 1315 et 1353 du code civil, que :

- le préjudice de Madame [REDACTED] a déjà été indemnisé lorsqu'elle a encaissé le chèque de 1050 € de la société PACIFICA, correspondant à la valeur à dire d'expert à hauteur de 900 €, au frais liés à l'immobilisation 2 jours à 35 € soit 70 €, et aux honoraires d'expertises selon barème UPEMEIC de 9% de la VRADE soit 81 €,
- l'expertise du Cabinet PECQUEUR, effectuée de manière unilatérale et à la demande de Madame [REDACTED] au tarif très nettement supérieur aux honoraires moyens d'un expert amiable, doit rester à la charge de celle-ci ;
- les frais de la seconde expertise, ont été calculés conformément au barème de l'UPEMEIC retenu par la jurisprudence, et correctement calculés à 9 % de la VRADE soit 81 € et ont déjà été indemnisés ;
- Mme [REDACTED], dont le véhicule a été déclaré économiquement irréparable, a fait le choix de conserver l'épave tout en acceptant l'indemnisation pour perte totale de sorte que les frais de suivi de réparation par un expert doivent demeurer à sa charge ;

RG : 17/1612 PAGE 5

- la demande d'indemnisation du préjudice assorti d'un intérêt au taux légal à compter du 26 octobre 2016 est sans fondement ;
- le préjudice tiré du trouble de jouissance n'est pas justifié ;
- aucune faute n'est imputable à la société PACIFICA qui a fait preuve de diligence dans le processus indemnitaire et qui s'est rapprochée de l'assureur de Madame [REDACTED] uniquement pour s'assurer d'une absence de double indemnisation.

L'affaire a été mise en délibéré au 14 mai 2018.

#### MOTIFS DE LA DECISION :

##### Sur la demande d'indemnisation au titre du recours direct :

L'article L. 124-3 du code des assurances prévoit que « *Le tiers lésé dispose d'un droit d'action directe à l'encontre de l'assureur garantissant la responsabilité civile de la personne responsable. L'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré.* »

En l'espèce, les parties s'accordent à déclarer Monsieur [REDACTED], assuré de la société PACIFICA, responsable des dégâts causés au véhicule de Madame [REDACTED].

Les parties s'accordent encore sur l'indemnisation du préjudice matériel, 900 €, et sur les frais d'immobilisation, 70 €.

Madame [REDACTED] a d'ailleurs déjà été indemnisée par la société PACIFICA de ces postes de préjudice.

La contestation des parties porte en réalité sur les postes suivants :

- les frais d'expertise,
- les frais liés au suivi de réparation dans le cadre de la procédure VEI,
- le préjudice de jouissance.

##### *Sur les frais d'expertise :*

Madame [REDACTED] a opté pour l'exercice d'un recours direct à l'égard de l'assureur du responsable du dommage.

C'est dans ce cadre, prévu par la loi, qu'elle a diligenté une expertise confiée au cabinet PECQUEUR aux fins d'évaluer le montant du préjudice subi.

RG : 17/1612 PAGE 6

Sans accident, Madame [REDACTED] n'aurait pas eu à engager ces frais, lesquels relèvent ainsi « des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré » telles que visés par l'article du code des assurances susvisé.

En outre, la société PACIFICA ne justifie pas de l'opposabilité du barème de l'UMEPEIC à la demanderesse et ne démontre pas en quoi les frais d'expertise seraient excessifs.

Par conséquent, la société PACIFICA sera condamnée à payer à Madame [REDACTED] la somme de 472,64 € correspondant au montant des frais d'honoraires d'expert, déduction faite des 81 € qu'elle avait déjà versée à la demanderesse par lettre-chèque du 25 janvier 2017.

*Sur les frais d'expertise dans le cadre de la procédure VEI :*

Le véhicule endommagé a été reconnu économiquement irréparable par les deux expertises puisque le coût des réparations a été estimé à 1613,73 €, soit une somme supérieure à la VRADE fixée à 900 €.

Madame [REDACTED] a choisi de faire réparer son véhicule plutôt que de le céder à l'assureur.

En application de l'article L. 327-2 du code de la route, le véhicule ne peut être remis en circulation qu'au vu d'un rapport d'expertise certifiant que ledit véhicule a fait l'objet des réparations touchant à la sécurité énumérées dans le premier rapport d'expertise et qu'il est en état de circuler dans des conditions normales de sécurité.

Le recours à un expert dans le cadre de la procédure VEI est imposé par la loi et Madame [REDACTED] doit être indemnisée de l'intégralité de son préjudice.

Par conséquent, la société PACIFICA sera condamnée à payer à Madame [REDACTED] la somme de 325,15 € au titre des frais d'expert engagés par celle-ci dans le cadre de la procédure VEI.

*Sur le trouble de jouissance :*

Madame [REDACTED] demande à être indemnisée du trouble de jouissance qu'elle indique avoir subi, entre la date du sinistre le 7 septembre 2016 et l'indemnisation partielle du 26 janvier 2017.

Toutefois, la demanderesse se borne à évoquer un usage restreint de son véhicule, notamment sur les longues distances, puis une immobilisation, sans davantage de précision, et ne verse aucun élément pour justifier de la réalité de son préjudice.

Dans ces conditions, la demande de Mme [REDACTED] tendant à la condamnation de la société PACIFICA au titre du trouble de jouissance sera donc rejetée.



RG : 17/1612 PAGE 7

Les sommes auxquelles la société PACIFICA a été condamnée produiront intérêts au taux légal à compter de la présente décision en application de l'article 1231-7 du code civil.

**Sur la résistance abusive :**

Le sinistre qui est intervenu le 7 septembre 2016 a fait l'objet d'une offre d'indemnisation le 1er décembre 2016 suite aux dépôt des rapports d'expertise puis d'une indemnisation par lettre chèque le 25 janvier 2017 de sorte qu'il ne peut être reproché à la société PACIFICA d'avoir adopté un comportement dilatoire.

Par ailleurs, le fait de contester une partie des sommes réclamées, quand bien même serait-elle due, ne revêt pas de caractère fautif.

Enfin, s'il ressort du courrier du 17 octobre 2016 que la société PACIFICA a interrogé la société d'assurance XENASSUR sur une éventuelle déclaration de sinistre de Madame [REDACTED] celle-ci ne démontre pas le caractère dilatoire de ce courrier, le processus indemnitaire n'ayant pas été arrêté, ni le préjudice qui en aurait résulté pour elle.

Il convient, en conséquence, de rejeter la demande de Madame [REDACTED] au titre de la résistance abusive.

**Sur les demandes accessoires :**

La société PACIFICA qui succombe, sera condamnée aux entiers dépens de l'instance en application de l'article 696 du code de procédure civile.

En application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile, le juge condamne la partie tenue aux dépens, ou, à défaut la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine au titre des frais exposés et non compris dans les dépens.

La société PACIFICA sera également condamnée à payer à Mme [REDACTED] la somme de 1100 € sur ce fondement.

RG : 17/1612 PAGE 8

**PAR CES MOTIFS**

Le Tribunal, statuant publiquement, par mise à disposition au greffe à la date indiquée à l'issue des débats en audience publique en application de l'article 450 alinéa 2 du code de procédure civile, par jugement contradictoire et en premier ressort,

**CONDAMNE** la S.A PACIFICA à payer à Madame [REDACTED] les sommes suivantes :

- \* 472,64 € au titre des frais d'expertise,
- \* 325,15 € au titre des frais d'expert engagés dans le cadre de la procédure VEI,
- \* 1100 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

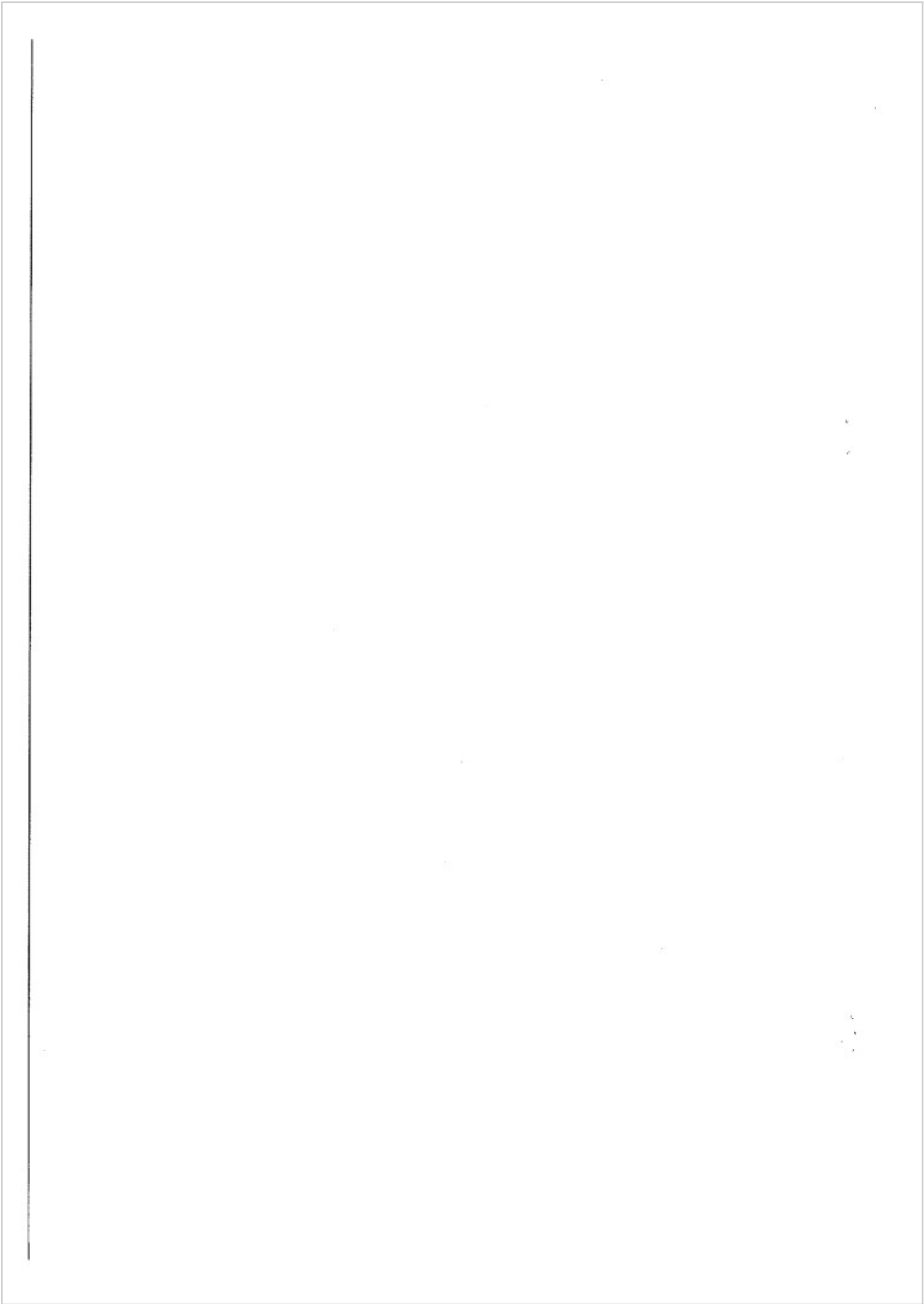
**CONDAMNE** la société PACIFICA aux entiers dépens de l'instance.

**DÉBOUTE** les parties du surplus de leurs demandes ;

Ainsi jugé et prononcé à Lille, le 14 mai 2018.

LE GREFFIER  
D.AGANOGLU

LE PRÉSIDENT  
T.BIGOT



En conséquence,

LA REPUBLIQUE FRANÇAISE MANDE et ORDONNE à tous  
Huissiers de Justice sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution ;

Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près  
les Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main ;

A tous Commandants et Officiers de la Force Publique de prêter  
main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la présente expédition revêtue de la formule  
exécutoire certifiée conforme à la minute du jugement a été signée, scellée  
et délivrée par le Greffier le **18 MAI 2018**

en 6 pages

LE GREFFIER



